

L'Humanité Rouge

Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

• Thaïlande

VICTOIRES DE LA GUERRE POPULAIRE

La «voix du peuple thaïlandais» a publié récemment un article exaltant les nouvelles victoires remportées par les forces armées du peuple thaïlandais au cours des 6 derniers mois.

Selon des statistiques encore incomplètes, du début octobre 1976 à la fin de février dernier, les forces armées du peuple thaïlandais ont attaqué l'ennemi à 246 reprises, mis hors de combat 1 281 soldats ennemis (532 tués, 653 blessés et 96 prisonniers), abattu un avion et capturé 271 pièces d'armes de divers types, plus de 18 000 cartouches et de grandes quantités de matériel militaire. En comparaison avec l'année dernière, le nombre des ennemis tués a augmenté de 401 et celui des attaques lancées de «Ces victoires», indique l'article, ont donné au peuple une inspiration et une confiance sans bornes. Les habitants des campagnes comme ceux des villes ont accordé un plein soutien matériel et moral aux forces armées du peuple. Partout où elles se trouvent, elles sont accueillies chaleureusement par la population locale.

On a pu voir, après le pique-nique au Champ de Mars, quelques heurts entre écharpes tricolores et militants cédétistes pour prendre la tête de la manifestation.

Et pour le 19, la CFDT appelait à 24 h de grève dans la sidérurgie et les mines de fer dans tout le pays, la CGT se bornant à d'importantes délégations pour Paris, à des réunions d'information avec envoi de télégrammes, et à des débrayages : 2 h à Sacilor-Sollac...

Pendant ce temps, à l'Assemblée nationale, dans «une ambiance calme, et attentive», Barre annonçait son plan : restructuration, modernisation, compétitivité (quelques milliards), promesse d'installation d'industries automobiles, etc.

Et chacun d'y aller de son petit plan : nationalisation pour le PCF, prise de participation pour le PS, soutien du RPR «seulement si le plan Barre sauve l'acier et les hommes»; tout cela, en toute politesse entre gens du même monde.

Les sidérurgistes, quelque peu intéressés pourtant par le sort de la sidérurgie, n'avaient pas place ici : ils étaient aux Invalides et se dispersaient peu à peu.

Gageons que quelques milliers d'entre eux à l'Assemblée auraient rendu ses «travaux» plus animés.

Licenciements en Lorraine

15 000 manifestants à Paris

«UNION, ACTION, OCCUPATION !»

Plus de 15 000 travailleurs, dont quelques milliers venus de Thionville et de toute la Lorraine, ont manifesté mardi après-midi contre la vague de licenciements qui frappe en premier la sidérurgie mais aussi le textile, le papier-carton, et d'autres branches d'activité de cette région.

C'est un signe de plus de la colère qui gronde en Lorraine et de la grande volonté de combat qui s'y développe. D'ailleurs, de nombreux mots d'ordre, dont certains largement repris tels que : «Union, action, occupation», «Métallos, mineurs, même combat», «Nord, Lorraine solidarités», l'Internationale, etc. couvraient souvent les lithanies habituelles qui ont la faveur des zélus à belle écharpe tricolore. Cela témoignait de ce que les travailleurs sont de plus en plus conscients que

l'heure est à l'action!

A cet égard, un fossé semble s'ouvrir en Lorraine entre CFDT et CGT. Rosso (sidérurgie CFDT) déclarait: «Il faut que les grèves se multiplient rapidement afin que le rapport de force se

généralise. L'action ne doit pas se mener seulement à Usinor Thionville mais (...) dans l'ensemble de la sidérurgie lorraine, pour arriver rapidement à l'OCCUPATION COMME EN 1967, DE TOUTES «LES USINES

SIDÉRURGIQUES».

A cela, la CGT répond en parlant de «débordement gauchiste» de la part de la CFDT et en qualifiant «d'irresponsables ces propositions.



Manifestation des sidérurgistes lorrains à Paris.

Editorial

Qui prend le pain des ouvriers ?

Une trentaine de résidents du foyer Sonacotra de Massy expulsés, raffe contre les travailleurs immigrés en Gironde dimanche, ce sont déjà là deux faits graves qui attirent notre attention. Mais de plus en plus, il est clair qu'il s'agit d'une véritable campagne raciste, organisée au sommet, que prépare la bourgeoisie.

Le journal économique de la Bourse, le «Nouveau journal» titrait mardi sur cinq colonnes à la une : «4 200 000 étrangers vivent en France et 1 900 000 y travaillent». Le journal parle alors de la «tradition d'accueil» de la France, politique «d'une grande utilité pour notre économie» ! Mais on nous dit bien vite : il y a crise aujourd'hui, alors «la question peut se poser de savoir s'il vaut mieux qu'un étranger soit chômeur chez nous ou chômeur chez lui», avec un «pécule».

C'est la même question qui est posée à propos de la sidérurgie lorraine : il est en effet question de renvoyer chez eux les travailleurs immigrés, là aussi avec un «pécule». Cette mesure concernerait 3 000 personnes en Lorraine, dont 1 000 à Usinor.

Cette offensive vient d'en haut : Monory, ministre de l'Industrie, a déclaré lundi que «les nouvelles données économiques (entendez la crise) vont exiger des mesures de limitation de la main d'œuvre étrangère». Il a parlé de supprimer toutes les aides d'investissement là où il y a trop de travailleurs immigrés.

Alors que la crise capitaliste prend des proportions inégalées, la bourgeoisie a ainsi recours à sa vieille arme de toujours : le racisme. Elle cherche de façon ouverte à répandre l'idée que pour venir à bout du

chômage, il faut commencer d'abord par renvoyer les travailleurs immigrés chez eux. Son but est double : faire supporter autant que possible le poids de la crise aux travailleurs immigrés, diviser la classe ouvrière.

Après avoir durant des années fait venir dans notre pays de nombreux travailleurs immigrés, auxquels elle faisait des promesses mensongères, les avoir exploités féroceement, elle veut maintenant s'en débarrasser : d'abord, en les jetant à la rue, puis en les expulsant de France. Pour elle, les travailleurs ne sont que des machines, tout juste bons à produire des profits et que l'on rejette quand c'est utile !

Mais surtout, elle cherche ainsi à créer un climat de haine contre nos frères immigrés, à en faire des boucs-émissaires pour détourner les coups des travailleurs français.

«Si vous n'avez pas de travail, ce n'est pas de notre faute, c'est celle des étrangers. S'ils partent, les choses iront mieux», tel est le sens des propos que l'on entend.

La bourgeoisie cherche ainsi à dissimuler que les licenciements et le chômage sont aussi vieux que le capitalisme lui-même, manifestation de la volonté de la bourgeoisie de préserver et d'accroître ses profits.

«Qui prend le pain des ouvriers ?» Ce sont ceux qui, après avoir exploités les ouvriers français et immigrés, les réduisent au chômage : les capitalistes et leur État. Et c'est contre eux qu'ensemble, unis par l'appartenance à la même classe, il convient de porter les coups, de refuser tout licenciement.

MANIFESTONS

tous à 10 H, place de la République
Le dimanche 1er mai

A L'APPEL DU PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE (m-l), DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE L'HUMANITÉ ROUGE, DE L'UNION COMMUNISTE DE LA JEUNESSE REVOLUTIONNAIRE, DE LA JEUNESSE COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE.



• Arenc (Marseille)

Compte-rendu de l'assemblée générale du Collectif

L'Assemblée générale du collectif d'information contre la prison d'Arenc a pris des décisions importantes concernant ses prochaines activités. Cette réunion a regroupé plus de 60 personnes.

1) Le collectif a décidé qu'il participerait activement à la manifestation du 1er Mai, et ce par un cortège entièrement autonome où seul le collectif apparaîtra comme organisation, avec ses propres mots d'ordre et banderoles.

D'autre part, une apparition du collectif se fera dans l'ensemble des cortèges «entre autre syndicaux» par une voiture qui parcourra la manifestation en développant les mots d'ordre sur Arenc, en diffusant des tracts, en vendant notre matériel, etc. Une affiche appelant à venir manifester le 1er mai avec le collectif sera également tirée. En dehors de sa participation propre aux manifestations du 1er mai, le collectif appelle tous les participants à ces activités dans les différents cortèges syndicaux notamment à reprendre et à faire reprendre les mots d'ordre contre la prison d'Arenc et contre toute expulsion.

2) Le 1er Mai ne sera pourtant qu'une étape dans le travail du collectif, cette étape correspondant à la nécessité d'informer et de mobiliser la population marseillaise sur les problèmes que posent le fonctionnement de la prison d'Arenc.

La prochaine étape sera une grande manifestation régionale à Marseille sur Arenc dont la date a été fixée au Samedi 4 juin 1977.

3) La poursuite du travail du collectif:

- Dans les quartiers: Pour suivre les réunions dans les MJC, poursuivre les réunions dans les MJC, centres sociaux, etc. Le collectif demande à ce sujet des suggestions rapidement.

- Dans les entreprises: en liaison avec les syndicats, les CE, etc. l'exemple de Shell-Chimie est à ce titre très intéressant.

- Meeting: En particulier un grand meeting est d'ores et déjà décidé à Martigues pour le 30 avril en liaison avec le syndicat CFDT, l'ASTIF, etc. Pour préparer ce meeting, une coordination des amis du collectif résidant à Martigues ou sa région est mise en place. (Renseignements au TODI)

4) Soutien au substitut de procureur de la République Baudot (voir le communiqué du collectif).

5) Les commissions mises sur pied pour faire le montage diapo et l'exposition, seront reprises d'une part pour compléter l'expo, notamment par d'autres thèmes qui n'avaient pas été traités et d'autre part, pour réactualiser le montage diapositives en tenant compte des critiques qui y ont été apportées. Un renforcement de ces commissions est vivement souhaité.

D'après l'Agence 13

• Pyrénées-Atlantique

Entrave au droit du travail d'un petit agriculteur

A la suite de deux arrêtés préfectoraux l'un du 25 mars 1976 autorisant la réalisation d'un lotissement à 30 mètres d'une porcherie exploitée par un petit paysan des Pyrénées atlantiques, l'autre du 9 avril 1976 limitant à 20 truies l'élevage du petit agriculteur, ce dernier ne peut plus espérer travailler librement.

Considérant que cette atteinte au droit du travail est une provocation de la part des pouvoirs publics des agriculteurs des Pyrénées atlantiques se sont réunis dans le but d'empêcher la

construction de ce lotissement d'autant qu'un alinéa de l'arrêté préfectoral du 25 mars 1976 stipule: «Du fait de la situation de ce lotissement en milieu rural les futurs constructeurs ne pourront s'opposer à tout projet de création ou d'extension d'exploitation réservée à des activités agricoles qui pourrait intervenir sur les propriétés environnantes».

Mais nous savons fort bien que les capitalistes sont prêts à tout pour de l'argent même à violer leur propre loi.

Correspondant HR

La crise viticole en Languedoc Roussillon et le combat des travailleurs de la vigne (par Lucien Nouveau)

Ce livre très explicatif, documenté et richement illustré explique la portée du mot d'ordre «La vigne à ceux qui la travaillent».

Passez vos commandes 2,5 F



• République dominicaine

XII^e anniversaire de la révolution d'avril 1965

Il y a 12 ans, le 24 avril 1965, les masses opprimées dominicaines se lançaient, armes à la main, dans les rues de la capitale, Saint-Domingue, pour mettre à bas le régime anti-populaire et pro-impérialiste de Donald Reid Cabral et pour rétablir le gouvernement démocratique du Juan Bosch (1963).

A ce cri de révolte, qui en trois jours infligea une défaite totale aux troupes gouvernementales, l'impérialisme nord-américain répondit, le 28 avril, par l'envoi de plus de 40 000 marines.

Les masses populaires organisèrent alors, sous la direction politique des partis révolutionnaires existants, et sous la direction militaire d'officiers et soldats démocratiques, une âpre résistance à l'invasisseur.

Les conséquences de cette agression ont pesé très lourd sur la vie du peuple dominicain, puisque celui-ci subit encore aujourd'hui le gouvernement de Joaquin Balager, imposé en 1966 par l'impérialisme US à la suite de son intervention militaire. Ce gouvernement, fidèle représentant des intérêts impérialistes et des classes

nationales les plus réactionnaires, soumet le peuple dominicain à la misère matérielle et culturelle la plus sombre, à une domination éhontée de l'impérialisme US et à une répression politique systématique.

Afin de rendre hommage à la Révolution et à ses combattants, de faire part au peuple français et représentants d'autres pays en France des riches enseignements que l'on a pu tirer de cette expérience, tant au niveau national qu'international, et de faire connaître les effets de l'intervention militaire US sur la situation

actuelle, le Comité «Santo Domingo en Lutte» vous invite à assister en masse au meeting qu'il organise le

DIMANCHE

24 avril 1977 - 20 H

MAISON DU BRÉSIL

7 Bd Jourdan - Métro Cité universitaire.

PROGRAMME

- Exposition sur la situation du pays pendant les 11 années de gouvernement Balager (1966-1977);

- Montage de diapositives sur la Révolution d'avril 1965.

- Représentation culturelle.

Arrivée à

Kinshasa

d'une partie de l'aide chinoise

Le premier lot de 30 tonnes de médicaments et de vivres faisant partie de l'aide que la République populaire de Chine a accordée au Zaïre est parvenu lundi après-midi à Kinshasa à bord d'un «Boeing» chinois spécialement affrété, apprend-on mardi dans la capitale zaïroise.

La deuxième partie de cette aide doit arriver prochainement par bateau au Zaïre. A cette occasion, l'ambassadeur de Chine au Zaïre a notamment déclaré que «son pays se faisait un devoir de venir en aide à la République du Zaïre victime de l'hégémonie des grandes puissances».

• Japon

Les entretiens nippo-soviétiques sur la pêche dans l'impasse

Le gouvernement japonais vient de rappeler à Tokyo son ministre de l'Agriculture et des Forêts qui menait à Moscou de difficiles négociations avec l'URSS sur la pêche. Cette suspension des négociations, a précisé Tokyo, est «justifiée par la protection des intérêts nationaux du Japon». C'est la deuxième fois consécutive que ces entretiens sont ainsi suspendus.

Il existe de profonds différends entre Moscou et Tokyo sur cette question, portant essentiellement sur la délimitation de la zone de pêche exclusive soviétique de 200 milles marins.

Fidèle à sa position de principe selon laquelle les 4 îles du Nord sont territoire japonais, le Japon entend limiter les négociations du règlement au problème de la pêche. La question territoriale devant être réglée à part, au cours de négociations pour un traité de paix nippo-soviétique, il s'oppose catégoriquement à la position soviétique qui fait des îles du Nord un «territoire soviétique» et délimite à partir d'elles, la zone de pêche exclusive soviétique. Moscou s'obstine ainsi à considérer son occupation des îles du Nord japonaises comme un «fait accompli» et à vouloir «légaliser» la situation.

L'URSS prétend de plus obtenir du Japon la permission pour ses bateaux de pêche d'opérer dans les eaux territoriales de 12 milles marins. A cette prétention exorbitante, le Japon a fermement répondu que les eaux territoriales, comme le territoire, sont inviolables et sacrées.

Les négociations en cours durent depuis le 28 février sans que l'ombre d'un accord soit encore en vue. Une seule raison à cette impasse: les nouveaux tsars ont l'intention de perpétuer, à travers ces entretiens, leur occupation des îles du Nord du Japon et d'accaparer en même temps ses ressources de pêche.

• Palestine occupée

Plusieurs centaines d'étudiants et de lycéens ont à nouveau manifesté lundi dans le centre de Naplouse et dans la ville arabe, lapidant les forces de police et des véhicules israéliens et incendiant des barrages de vieux pneus.

Ces manifestations s'opposent à la visite dans la ville du chef de la Ligue de défense juive, venu annoncer au maire son intention de créer une nouvelle colonie juive près de Naplouse.

Pendant plus de deux heures, les manifestants ont scandé des mots d'ordre hostiles à l'implantation de colonies juives en Cisjordanie, affrontant la police sioniste qui usait de gaz lacrymogènes. De semblables manifestations ont également eu lieu à Ramallah.

• URSS

90 opposants politiques soviétiques viennent d'adresser un appel particulier aux ouvriers de

La Libye base d'agression de l'URSS?

Au cours d'une interview donnée ces jours-ci à plusieurs journaux, Hassan II a notamment déclaré: «L'implantation soviétique en Libye est de plus en plus alarmante. On peut la chiffrer ainsi: 7 000 hommes, 800 chars dont certains équipés de canons laser et des T72, dont plusieurs pays

du Pacte de Varsovie ne disposent même pas, enfin une centaine d'avions que les Libyens ne seraient même pas capables de piloter avant 30 ans. Sans parler des sous-marins croisant au large des côtes. On constitue ainsi une base d'armements et de logistique sans équivalent en Afrique».

Si ces informations s'avéraient exactes, le social-impérialisme russe disposerait ainsi en Libye d'un important arsenal, échappant au contrôle des satellites de son rival US et utilisable non seulement sur le continent africain mais aussi en Europe.

L'entreprise Renault, leur demandant de se mobiliser sur la question des droits de l'homme en URSS et de prendre position contre les arrestations d'opposants politiques. Ils ont lancé cet appel après avoir appris par un article de la «Pravda» consacré à la coopération économique franco-soviétique que Renault avait d'importants contrats en URSS.

• OUA

L'Organisation de l'unité africaine ne peut pas tolérer que l'intégrité territoriale d'un Etat afri-

cain soit remise en cause par la voie des armes, a déclaré S. Ramgoolam, président en exercice de l'OUA et premier ministre de l'île Maurice. Il a également estimé que le président zaïrois a eu raison de demander le soutien de ses amis.

• ONU

Le Conseil de sécurité des Nations unies a terminé son débat sur la plainte déposée par le Bénin, et a adopté une résolution condamnant énergiquement les actes d'agression armée perpé-

trée contre Cotonou, le 16 janvier dernier.

Sa résolution condamne toute intervention extérieure, sous quelque forme que ce soit, dans les affaires intérieures de tous les pays membres de l'ONU, y compris l'utilisation de mercenaires internationaux pour semer le trouble dans les différents pays et violer leur intégrité territoriale, leur souveraineté et leur indépendance.

De nombreuses affirmations de solidarité contre l'agression dont est actuellement victime le Zaïre ont été faites à l'occasion.



Tournoi de rugby d'Hilversum

Débuts «fracassants» de l'URSS

Au titre de la «détente», l'URSS s'est fait admettre au sein de la Fédération internationale de rugby (FIRA), afin de se mesurer aux équipes nationales juniors européennes.

Entrée remarquée : en deux matches, trois joueurs expulsés et trois à l'hôpital... Passons sur les «mêlées relevées» et aussi sur les piétinements qui font maintenant parti du jeu comme le ballon...

Une chose est sûre, ce n'est pas à coups de «go-dasses» que l'on répand l'amitié entre deux peuples. Non, l'URSS n'est plus socialiste, et à l'Est comme chez nous, une même «con-

signe» : il faut gagner. !

Le rugby, très prisé par le peuple cela signifie pour la bourgeoisie, «A nous la direction... et les profits». Ici aussi, la Fédération prétend que «le sport est une chose et la politique une autre» (sic) mais cette idée a fait long feu. (Ponia n'a-t-il pas recruté dans les «plus grandes» équipes françaises pour avoir «son» équipe de rugby... et de flics !) - que cette même fédération invite l'équipe multiraciale de l'Afrique du Sud raciste, alors NON, le sport et la politique sont indissociables, refusons les relations sportives avec les pays fascistes !

Un joueur

Demi-finale de la Coupe Davis Manifestation anti-apartheid

Dimanche à Newport-Beach, Californie, se déroulait la demi-finale de la Coupe Davis (zone américaine). Les USA rencontraient l'Afrique du Sud. Une manifestation anti-apartheid a perturbé le déroulement des épreuves.

Avant le début des deux derniers simples, les manifestants ont envahi le court et ont déployé une banderole. Ceci a provoqué l'intervention de la police. Mais un des manifestants s'est précipité sur le capitaine de raquette. Un affrontement s'en est suivi poing nu contre raquette. Ce n'est pas la première manifestation. Samedi déjà, un afro-américain avait réussi à pénétrer sur le terrain et à verser un bidon d'huile sur le court.

Préparation des Jeux Olympiques

• Abidjan

Assemblée générale des C.N.O (Comité national olympique)

Signe des temps : c'est la première fois qu'une ville africaine recevait les représentants du monde entier en matière d'Olympisme. Les représentants des pays du tiers monde ont voté une

motion qui exige du CIO (Comité international olympique) la mise à l'écart de tout pays entretenant peu ou prou des relations sportives avec l'Afrique du Sud ou la Rhodésie.

• Moscou

Prestige et gros sous :

DERRIERE LE STADE, LES CANONS

Les jeux olympiques de 1980 se préparent à Moscou au moins sur les affiches murales et près des coffres-forts. Jugez-en plutôt : en trois ans, depuis qu'ils ont obtenu les jeux, à Vienne en 1974, les Brejnev et Cie n'ont pas réalisé la moitié de l'équipement hôtelier qu'ils envisageaient pour doubler la capacité d'accueil de la capitale.

Il reste encore huit à neuf hôtels géants à construire pour y parvenir. Que font-ils ?

Ils font traîner les négociations de contrats qu'ils mènent avec les pays capitalistes occidentaux puis au

dernier moment, remettent tout en cause. Autant dire que cela n'accélère pas les travaux pour préparer l'accueil des athlètes et des spectateurs.

Rien d'étonnant à cela quand on sait que les Russes multiplient les emprunts à l'étranger, font appel aux investissements européens pour tourner leurs forces vers l'industrie d'armement. Peu importe l'accueil des étrangers. Le but principal étant d'apparaître comme une grande nation sportive et pacifique. C'est ce qu'essayait de faire Hitler en organisant les jeux de 1936 en Allemagne.

• Midi viticole

Nouvelles actions et manifestations

Des vigneron audois ont «vidé», mardi, les cuves de deux camions-citernes transportant des vins italiens à Narbonne. Les deux poids-lourds qui transportaient, le premier 200 hectos et le second 260 hectos d'un vin titrant 13 degrés, ont été interceptés par les viticulteurs à la sortie de Narbonne sur la nationale 113.

Un autre camion qui, vérification faite, ne transportait que du vin français, a eu son pare-brise brisé, son conducteur ayant voulu franchir le barrage de force.

D'autre part, les viticulteurs devaient manifester mercredi 20 avril à Sète, le principal port par lequel est

importé de grandes quantités de vin, alors même que les chaix du Midi restent pleins.

En février, c'est plus de 750 000 hectos qui ont été importés, alors qu'on craint qu'en août prochain les chaix de l'Hérault seront pleins à 50 %.

Le Comité régional d'action viticole qui a décidé ce rassemblement, veut faire de celui-ci une «réunion de sensibilisation pour essayer d'y voir clair dans le mystère des importations».

«Il est capital pour nous, a déclaré M. Louis Tessier, président du Comité d'action de l'Hérault, de savoir comment il sort du vin de Sète, sans qu'on précise s'il s'agit de vins méridionaux sotckés ou de vins coupés avec des produits importés».

La crise viticole dans le Midi loin d'être résorbée sévit plus que jamais, et les petits viticulteurs poussés à bout ne croient plus aux bonnes paroles, diffusées il y a quelques jours encore par le ministre de l'Agriculture Méhaignerie.

Les petits viticulteurs croient à l'action, et l'avenir leur donnera raison.



PARAIT TOUS LES 15 JOURS
Abonnement 100 francs
BP 6, 73861 Paris Cedex 12
CCP 32 276 73 La Faucille

Sidérurgie Lorraine (3)

Le piège de la nationalisation

Si les partis de droite ont lancé «une offensive» en direction des entreprises lorraines, les partis de gauche ont fait de même. Cette offensive a pris un caractère plus aigu à l'annonce de la fermeture d'Usinor-Thionville.

Les partis de gauche ont bien vu lors des municipales que leurs succès électoraux étaient liés à l'influence qu'il exercent dans les usines. Alors c'est la curée...

RIVALITES

Déjà en 1974, le PCF avait délégué en Moselle Jean Colpin, secrétaire du comité central, pour réanimer l'activité politique dans les entreprises. Il a par exemple demandé à certains membres du PCF de réduire leurs activités au sein de la CGT pour se consacrer au PCF.

Le PCF considère les entreprises comme son terrain de chasse gardée. Colpin a déclaré : «Le PS n'apporte rien aux travailleurs. Son action risque même d'émousser la combativité des travailleurs.» Et Seeling, secrétaire fédéral de Moselle du PS de répliquer : «Nous sommes unitaires avant tout, mais cela n'exclut pas la concurrence. Y compris dans les entreprises que le PC considère à tort comme son fief, à la suite des abandons de la SFIO».

LA TROMPERIE

Il y a aussi entre les partis de gauche des querelles sur la «solution» (si l'on peut dire) à proposer. Le



PCF propose la nationalisation de la sidérurgie. Le PS propose une participation majoritaire de l'Etat. La fédération de Moselle du PS étant en l'occurrence d'accord avec la proposition du PCF.

Mais au-delà de ce qui les divise, ce qui les unit, c'est leur volonté de faire croire aux travailleurs que les nationalisations (d'un type ou d'un autre) en système capitaliste, seraient une «solution».

Jacques Attali, conseiller économique de Mitterrand, aime à prendre l'exemple de la SNCF. Le PCF lui, préfère vanter la bonne qualité de «nos petites Renault tricolores».

Comme quoi tous nos spécialistes savent avoir de grosses lacunes quand ils veulent : les cheminots ou les métallos de Renault sont mieux placés que Mitterrand pour savoir quel est le prix que l'ouvrier doit payer pour que la SNCF et Renault soient rentables.

Par ailleurs, Barre annonce une augmentation de 6,5 % des tarifs ferroviaires (nationalisés...). Les choses iraient peut-être mieux avec un gouvernement de gauche ? Non, rappelons nous les déclarations de Rocard sur le thème : pour que la SNCF soit rentable il faut réduire les effectifs... La gauche au pouvoir, ce serait toujours le capitalisme et la loi du profit qui dirigerait. Et ce aussi bien dans les usines privées (99 %) que dans les usines publiques (1 %) : il ne suffit pas d'enlever un patron pour que l'entreprise soit au service du peuple !

Remplacer une sidérurgie capitaliste privée par une sidérurgie capitaliste publique, c'est une tromperie et rien de plus !

(Prochain article : les propositions des marxistes-léninistes)

nouvelles intérieures

La sidérurgie à l'Assemblée nationale

Les rats quittent le navire...

La journée de mardi à l'Assemblée nationale aura mis en lumière ce fait : personne ne veut endosser ouvertement la responsabilité des milliers de licenciements dans la sidérurgie. Alors que la colère monte parmi les travailleurs de la Lorraine, les politiciens de droite jouent les défenseurs de l'emploi, s'en prennent au gouvernement, aux maîtres des forges. Ils veulent à tout prix faire oublier leur responsabilité. C'est ainsi que Guéna (qui est lié soit-dit en passant à la famille de Wendel) a apostrophé le premier ministre tandis qu'en coulisse Messmer se payait sa tronche. Quant à Kiffer, député giscardien de la Moselle, il affirmait qu'il fallait «clarifier la situation confuse des holdings financiers et autres sociétés parasites». Voilà un langage bien «radical». Ferretti pour sa part, autre député gis-

cardien, accusait d'incompétence le gouvernement et les patrons et parlait de la «révolte des Lorrains contre le temps du mépris». Oui, décidément tous ces messieurs sont comme des rats. Ils sentent que le bateau prend l'eau et jouent des coudes pour le quitter. Mais les travailleurs ne seront pas dupes.

Barre, de son côté, a annoncé de nouveaux cadeaux aux trusts de la sidérurgie : 12 milliards ! licenciements pour les uns ; milliards pour les autres. Pour le reste, du vent. Il a confirmé l'intention du gouvernement de dissimuler de nombreux licenciements derrière des retraits anticipés et a promis l'installation d'une usine automobile en Lorraine. Bref «un plan acier» qui de toute façon se soldera par 20000 licenciements. Du moins, c'est ce que voudraient les monopoles.



Lip : les révisionnistes au sein de la CGT

Encore des manœuvres de division

C'est cette fois à propos des dossiers destinés à montrer « la bonne volonté des LIP à rechercher du travail » pour bénéficier des indemnités de chômage.

Jusqu'ici, ils étaient remplis en AG, sans qu'il y ait de démarches pour éviter que les LIP soient isolés un par un.

Sur demande de la CGT, la décision est cette fois prise de faire des démarches, mais collectivement auprès de 26 entreprises, chaque travailleur inscrivant les refus concernant sa catégorie (la CFDT a accepté pour « préserver l'unité » avec la CGT).

Mais la CGT a fait remplir des dossiers individuellement, avec le cachet des entreprises.

D'autre part, l'intervention des 400 LIP à la chambre patronale a été ainsi commentée par la CGT : « Vous avez bien fait de prendre les dossiers, mais vous n'auriez pas dû fracturer les portes ! La CGT ne dit pas comment elle aurait procédé (par magie, sans doute !)

Échos recueillis par discussion avec un travailleur de LIP.

● Valenciennes (Nord)

Grave accident à la SMAC

Vendredi 15 avril, des ouvriers de la SMAC* travaillent vite et dur sur un chantier de logement, pour réaliser à l'asphalte l'étanchéité des toits-terrace. Pour aller encore plus vite, (toujours ça de moins à monter et à démonter), le patron n'a pas fait poser les filets de sécurité obligatoires, et la maîtrise pousse au maximum les ouvriers.

Et soudain, c'est l'accident : un ouvrier âgé de 42 ans bascule, tombe dans le vide, s'écrase trois étages plus bas. Fractures du crâne et autres, état très grave. Même s'il s'en sort, il ne pourra plus jamais travailler.

Alors le patron fait porter un chèque de 3 000 F à sa femme pour la « calmer » !

« Et puis, nous dit un ouvrier d'un autre chantier, on fera poser les filets de sécurité avant la passage des services de contrôle, on fera dire que c'est un accident, qu'un des filets n'a pas résisté, ou quelque chose comme ça. Le camouflage des accidents sur les chantiers, c'est facile et c'est courant !

Ne laissons pas l'histoire être étouffée. Dénonçons-la pour ce qu'elle est : un crime de la bourgeoisie !

Correspondant HR avec un ouvrier de la SMAC.

*SMAC : entreprise du bâtiment de dimension nationale (région de Lille, Valenciennes, Paris, etc.) employant certainement plusieurs milliers d'ouvriers.

● Centre interuniversitaire de calcul de Grenoble (CICG)

Grève les 18 et 19 avril

Le CICG, centre de calcul commun aux trois universités de Grenoble, à l'INPG et au Centre de Savoie pour la recherche et l'enseignement, facture aux utilisateurs les travaux passés sur ses ordinateurs.

Ces recettes paient les frais de fonctionnement (entretien, fournitures, etc.) et les salaires des 45 perforateurs, opérateurs, programmeurs et administratifs qui sont « hors-statuts ».

Ces 45 personnes sans statut ni stabilité d'emploi, luttent pour obtenir leur intégration sur poste budgétaire nationale (comme dans les autres centres de calcul) et pour le maintien de leur emploi dans le CICG qui connaît « des difficultés » et un déficit croissant dû au blocage des recettes et des crédits universitaires.

C'est la 1re grève en France des hors-statut de l'enseignement supérieur, depuis le « plan d'intégration gouvernemental », en fait véritable plan de licenciement. Elle bloque pendant deux jours de nombreux aspects du fonctionnement universitaire. Le centre de tirage et la bibliothèque sont également en grève.

La grande majorité est convaincue que seule l'action permettra d'obtenir satisfaction. Cette grève n'est qu'un avertissement. La suite de l'action doit être décidée après une réunion ce mercredi 20 avril entre présidents d'universités et représentants du secrétariat d'Etat aux Universités.

Les ML du CICG.

● Soloci, Solomi, Satram à Kœnigsmaker (près de Thionville)

Travailleurs oui, chômeurs non !

Les 150 travailleurs des sociétés Soloci, Solomi, Satram occupent leur usine depuis le 11 mars pour s'opposer à sa mise en liquidation judiciaire.

UNE HISTOIRE DES PLUS TROUBLE

La société générale de construction technique, créée en 1946 par la famille Valette, est mise maintes fois en difficulté par la guerre de charognards que se livrent les membres de cette famille.

En 1974, elle devient la Soloci SA, sous le contrôle d'Évangélisti et regroupe sur son terrain Solomi SA (menuiserie industrielle) et Satram (montage).

Évangélisti, comme son nom ne l'indique pas, n'a rien à voir avec un enfant de chœur. De combine en combine, il se débarrasse de ses partenaires et réduit la représentation syndicale des salariés. Il se croit invulnérable et prend de nombreuses mesures d'économie dirigées exclusivement contre les salariés : modification des statuts de ceux de la Satram, suppression du 13e mois, etc.

Dès octobre 1976, le personnel fait grève, prépare un dossier prud'homal. En novembre, le patron réduit les horaires sans compensation : les travailleurs à l'action le contraignent à reporter cette mesure.

En février 1977, une note de service établit le vieux système des amendes : 90 à 100 F pour toute absence, y compris pour maladie ! Par la grève, le personnel parvient encore à faire annuler cette mesure.

NOUVELLE PHASE DE LA LUTTE

Début mars, les travailleurs et leur section CFDT se rendent compte de la situation amenée par la situation d'Évangélisti : dettes, réclamations des fournisseurs, mécontentement des clients s'accumulent.

Le 10 mars au CE, Évangélisti assure qu'il n'y a pas de risque pour l'emploi : le lendemain, il dépose le bilan !

Les ouvriers, tout en poursuivant leur travail, décident d'occuper l'usine et, grâce à leur action, arrivent à se faire payer le mois de février, par chèques : mais ils sont sans provision !

Messages de soutien à adresser à M. Giraud, comité d'action CFDT Solomi-Soloci-Satram BP 15 Kœnigsmaker 57110 - Yutz
Compte de solidarité : CNDP No 10 787 045 à Kœnigsmaker.

Le PDG, « excédé » par l'attitude de ses ouvriers qui occupent son usine, demande la liquidation judiciaire que le tribunal de Thionville prononcera le 16 mars. Les travailleurs défilent dans la ville aux cris de : « Travailleurs, oui, chômeurs, non ! » Ils recommencent plusieurs fois à Thionville et font une journée porte-ouverte le 20 mars : 500

mois minimum est mis en place mais les syndicats le sabordent en décourageant les clients pour qu'ils retirent leurs commandes.

S'UNIR AUX AUTRES TRAVAILLEURS EN LUTTE

Le 28/3 un comité de soutien s'est constitué à Falmék pour populariser la lut-

travailleurs continuent leur action. Le 14 avril au matin, ils se joignent aux 450 travailleurs de Fillod à Florange où 77 employés sont directement menacés, pour bloquer les rues de cette ville. L'après-midi, ils défilent ensemble à la manifestation contre la liquidation d'Usinor. Ils se font remarquer par la grande combativité de leurs mots d'ordre : « Union, action, occupation », « Usinor, Sacilor, Solac, Fillod, Soloci, occupation »

POUR SUIVRE L'ACTION

La prochaine étape de leur action, c'est une journée porte-ouverte le 24 avril, de 10 à 12 H dans leur usine. Le conflit n'est pas directement lié aux problèmes de la sidérurgie. En fait, l'entreprise tournait relativement bien. Les commandes existaient mais le PDG a précipité lui-même la faillite. Il a juste pris le temps de retirer ses billes et le patronat de la région ne veut pas que Soloci reprenne : une victoire due à la combativité des travailleurs, ça peut donner trop d'idées aux autres dans la situation actuelle !

Ce qui fait la force des Soloci, c'est la coordination des luttes qui semble naître dans la région, par exemple avec Fillod. Dans une région où tous les regards se tournent vers les grandes usines, où la révolte gronde face aux milliers de licenciements, la lutte des travailleurs de Soloci a quelque chose d'exemplaire.

Unité, action, occupation. Travailleurs oui, chômeurs non ! Soloci Solomi Satram solidarité !

CHANSON ECRITE PAR UN MEMBRE DU COMITE DE SOUTIEN (OUVRIER SIDERURGISTE DE LA REGION)

REFRAIN

Contre tout ce qui se trame Satram,
On ne restera pas soumis Solomi,
Nous on sait se battre aussi Soloci,
Pour défendre notre emploi.
Travailleurs Oui, chômeurs Non (bis)

Évangélisti, c'est son nom
Cette crapule c'était notre patron
De louches combines en chèques en bois
On se retrouve sans emploi
Il a su se tirer d'affaire, mais nous on ne s'est pas laissés faire

REFRAIN

Des années on a travaillé, lui a rempli son porte-monnaie
Maintenant il nous jette à la rue,
Comme des vieilles godasses fichues.
On a répondu à cette canaille, imposant le droit au travail.

REFRAIN

Notre combat est à vous aussi
Et si on reste tous unis
On montrera aux exploités
La dignité des travailleurs
C'est pas à nous de payer la crise
Camarades occupons les usines.

personnes visitent les ateliers !

Résultat concret : un accord est signé entre syndicats chargés de la liquidation et le personnel, un préavis travaillé de trois

des Soloci.

Évangélisti, lui, se porte bien ; poursuivi par la justice, il n'en a pas moins fait l'acquisition d'une nouvelle société (TEC rue d'Angleterre à Thionville). Les

Felix Potin en grève

Les saboteurs à l'œuvre

Les 3 Félix Potin sont en grève et occupés depuis plus d'une semaine pour des revendications, notamment 2 200 F minimum.

Les permanents syndicaux CGT Commerce font tout de leur côté pour briser la lutte dans laquelle les travailleurs ont fait preuve d'une grande combativité. Qu'on en juge :

— les permanents négociant (sans le dire !) sur 1 800 F. Sans en parler aux grévistes, ils poussent les délégués à dire que les résultats des négociations sont acceptables.

— samedi, le délégué de République trinque

avec le régional de Félix Potin et parle ouvertement de reprise le lundi !

— le lundi 18, un article de l'Humanité affirme... que les 3 Félix Potin ont repris, que les travailleurs ont fait reculer Félix Potin et obtenu 200 F par mois (ce qui est faux).

Ces messieurs prenaient en somme leur désir pour la réalité ! Le lundi, la continuation de la grève était votée !

— ce jour-là, le délégué (à République) prend l'apéritif avec le directeur : sans doute pour arrêter une nouvelle tactique !

mardi, c'est le bou-

quet : le directeur régional a battu le rappel par télégramme des non-grévistes, des chefs, et même de malades, convoqués pour venir voter contre la grève.

Le délégué trouve ça normal ! Certains grévistes, écoeürés, ne votent pas ; la grève est brisée à République, ce qui va probablement forcer les deux autres à reprendre ! Du beau travail !

Les travailleurs vont maintenant devoir rester mobilisés contre toute tentative de répression de la direction.

Correspondant HR avec des travailleurs de Félix Potin